

**États Généraux de la politique de la ville**  
**Grigny (Essonne) - 16 octobre 2017**  
Intervention de **Marc VUILLEMOT**,  
maire de La Seyne-sur-Mer (Var), président de « *Ville & Banlieue* »,  
relayée par **Gilles LEPROUST**, maire d'Allonnes (Sarthe),  
secrétaire général de « *Ville & Banlieue* »

Mesdames, Messieurs,

J'ai beaucoup de regrets de ne pouvoir être des vôtres à Grigny. Il se trouve que chez moi, à La Seyne-sur-Mer dont je suis maire, un jeune homme a été tué par balles dans un grand ensemble d'HLM de la ville, comme il y a quelques semaines à La Grande Borne, non loin du lieu où vous êtes réunis. Et, comme l'a fait naguère mon ami Philippe Rio qui vous accueille, je me dois en pareille circonstance de demeurer auprès de mes concitoyens.

C'est pourquoi j'ai demandé à un autre des amis, Gilles Leproust, maire d'Allonnes, dans la métropole du Mans, secrétaire général de « *Ville & Banlieue* », de vous transmettre le message que je vous aurais délivré au nom de notre association de communes.

Il ne s'agit pas de « surfer » sur de tels drames, vécus à Grigny, à La Seyne, et ailleurs, mais ils justifient hélas d'autant plus la tenue de ces États Généraux de la politique de la ville et son urgence alarmante.

Déjà infernale, parfois depuis longtemps dans certains quartiers, la situation ne cesse de se détériorer, tant dans les grandes banlieues des métropoles où les sites d'habitat social couvrent presque tout le territoire communal, que dans les petites cités HLM ou les centres anciens dégradés et paupérisés de sous-préfectures de départements ruraux.

C'est l'insécurité, et pas seulement son sentiment, la délinquance, petite et grande, la radicalisation, la vraie et celle que certains imaginent au travers de postures, de signes et de propos ostensibles, qui sautent aux yeux de ceux qui n'osent pas — ou plus — traverser des espaces qu'ils ressentent comme des zones interdites ou de non-droit, et qui inquiètent, voire effrayent, enferment sur eux-mêmes et stigmatisent ceux qui y résident.

Or, derrière ces visions ou ces représentations, immédiates et violentes, en rien exagérées, ce sont 5 millions de gens qui vivent ou survivent, dont près de la moitié sous le seuil de pauvreté, dans les quartiers de 900 communes qui sont bien identifiés par la puissance publique comme devant faire l'objet d'une constante attention, puisque « labellisés », si l'on peut dire, comme QPV, c'est-à-dire quartiers prioritaires au titre de la politique de la ville, souvent aussi Réseaux d'éducation prioritaire, parfois Zones de sécurité prioritaire, Zones franches urbaines ou autres « territoires entrepreneurs ».

Des moyens considérables y ont été déployés depuis 40 ans, par toutes les institutions publiques, l'État, les collectivités locales et territoriales, les intercommunalités, les organismes d'HLM, et bien d'autres, dans le cadre de leurs missions de droit commun ou de politiques spécifiques.

Les services publics, les bénévoles, les salariés, permanents ou occasionnels, d'un monde associatif d'une impressionnante et dynamique diversité, les petits et grands acteurs économiques, ceux des cœurs de quartiers et ceux des zones d'activités, au premier rang desquels ceux de l'économie sociale et solidaire, des groupes de citoyens eux-mêmes, s'y investissent avec constance et acharnement, avec savoir-faire et abnégation, conjuguant initiative, innovation et expérimentation, bien souvent en coopération

avec des acteurs publics motivés mais ne pouvant agir, ou ne le sachant pas, ou, hélas parfois, dépendant de hiérarchies ne le voulant pas.

Les maires peuvent témoigner de centaines et de centaines d'exemples de belles réponses conçues, imaginées, expérimentées, évaluées, confortées — parfois non sans mal — qui attestent d'un potentiel optimiste des hommes et des femmes qui vivent nos quartiers ou y agissent.

Ça vaut bien sûr pour la rénovation urbaine, l'habitat, l'énergie, le cadre de vie durable, les espaces et les équipements au service du public, la « *déghettoisation* » géographique et urbaine, les outils de la mobilité, autant de programmes d'infrastructures portés par les villes, les intercommunalités, les bailleurs, les autorités de transports, pour lesquels, à l'instar du programme de rénovation urbaine de première génération, sous l'impulsion de Jean-Louis Borloo, des moyens d'envergure ont été déployés, le sont encore, et, espérons-le, devraient l'être avec le nouveau programme NPNRU qui se fait tant attendre.

De talentueux urbanistes, paysagistes, architectes et acteurs du BTP ont réalisé des prouesses et posé des actes artistiques, techniques et d'intégration urbaine de haute volée.

Il n'empêche, on ne compte plus les gestionnaires du logement ou des lieux publics se désolant des dégradations succédant immédiatement aux rénovations, créations et reconstructions. On ne relève plus les suspensions de chantiers, les abandons d'entreprises, dus à des destructions d'engins, à des agressions de personnels au prétexte qu'on n'aurait pas bénéficié d'un emploi généré par le projet, alors même que les objectifs fixés dans les clauses d'insertion sont très fréquemment largement dépassés. On s'interroge sur les

moyens du maintien en état et en service d'équipements neufs ou rénovés. Le sentiment du gâchis et de l'inutile ne cesse de croître. Et certains, peu enclins à faire vivre les valeurs républicaines, avec malveillance, s'en régaler.

Car la réalité est cruelle. La misère, la perte de repères sociaux, l'impression de stigmatisation, certains médias donnant à voir le pire sans jamais valoriser le meilleur, l'image dégradée de soi-même et de son environnement de vie, le déficit d'éducation, scolaire autant que populaire, la déculturation freinant l'éveil des consciences, l'odieuse inégalité discriminante d'accès à l'emploi, même — et presque surtout — pour les plus diplômés, en particulier les jeunes adultes, victimes de leur patronyme ou de leur adresse, les freins communautaires parfois guidés, les fractures sanitaires, le sentiment, souvent fondé, faute de moyens et d'expérience, d'une police et d'une justice vécues comme inopérantes, la stratégie méthodique de criminels s'ingéniant à empêcher l'éradication des espaces de non-droit où ils exercent leur méfaits, constituent autant de barrières infranchissables contre lesquelles se heurtent de plus en plus rudement les initiatives pourtant innovantes et efficaces des porteurs de projets institutionnels, associatifs, sociaux et économiques.

C'est d'autant plus désolant que les quartiers et les territoires communaux, forts de la richesse humaine de leurs habitants, portent bien souvent en eux-mêmes les voies de leur rénovation et leur redynamisation, en matière de formation, d'insertion vers l'emploi, de vie citoyenne, de solidarité, de santé, de bien-être, de sport, de culture, d'action socio-éducative, de prévention de la délinquance et des radicalisations, et de sécurité.

Mais les territoires sont exsangues pour pouvoir soutenir et conforter les formidables réponses apportées. Nous devons le dire et le dénoncer.

Oui, hélas, assumant sans complexe sa logique de compression mortelle des budgets publics pour satisfaire des politiques au service des seules économies financières mondialisées, aveugle des inégalités des territoires, méprisant les collectivités locales en faisant fi de la loi constitutionnelle, dédaignant des millions de ses enfants, l'État républicain porte une lourde responsabilité depuis plusieurs années.

Avec les décisions budgétaires iniques et arbitraires que l'État leur impose, les communes et intercommunalités ne peuvent plus assurer dignement les missions d'accompagnement social qu'elles se sont données au titre de leur clause de compétence générale, ni honorer les engagements qu'elles ont contractualisés pour la politique de la ville avec les bailleurs, les acteurs du logement, la caisse des dépôts, les chambres consulaires, les Régions, les Départements, et l'État lui-même qui, ainsi qu'on l'a vu cet été, s'autorise à se désengager, sans tambour ni trompette, avec un mépris indigne d'une institution républicaine.

Et il le fait aussi, même si, devant le tollé suscité, il a récemment annoncé vouloir reculer pour nos quartiers, en donnant les coups de grâce aux contrats d'accompagnement dans l'emploi, après avoir rayé d'un trait de plume des crédits de nombreuses autres de ses missions pourtant indispensables à la prévention de la fracture sociale : l'embauche dans les petites et moyennes entreprises (- 80 millions d'euros), l'intégration et l'accès à la nationalité française (- 40 M€), la police nationale, dont les réservistes volontaires (- 110 M€), les concours financiers aux

communes, dont la « *dotation politique de la ville* » destinée à soutenir les villes pauvres abritant des populations pauvres (- 209 M€), l'amélioration de l'habitat (- 130 M€), l'accès au droit et à la justice (- 10 M€), la protection judiciaire de la jeunesse (- 16 M€), l'égalité entre les femmes et les hommes (- 7 M€), la prévention, la sécurité sanitaire et l'offre de soins (- 24 M€), les politiques sanitaires, sociales, du sport, de la jeunesse et de la vie associative (- 69 M€), les services de transport (- 194 M€), ou la démocratisation de la culture (- 39 M€).

Et, pour parachever cette œuvre destructrice menée tambour battant en quelques mois, voilà que l'État fragilise gravement le mouvement HLM, au point que près des trois-quarts des organismes du pays, avec un autofinancement qui sera ramené à moins de 5 %, seuil de fragilité reconnu par les tutelles, ne pourront pas maintenir leurs efforts d'investissement pour la construction, la rénovation et l'entretien de leur patrimoine. Or c'est là que vivent la plupart des millions de résidents de nos territoires urbains fragiles.

En bout de chaîne, le monde associatif et de l'économie sociale et solidaire, qui porte l'essentiel de l'action dans nos quartiers fragiles, est à genoux. Déjà empêché, année après année, de contribuer à l'émancipation des plus humbles, il ne va même plus pouvoir amortir le moindre choc des choix économiques et sociaux qui meurtrissent les plus pauvres de notre nation.

En dénonçant ces périlleux désengagements, tout en valorisant le si beau potentiel des habitants et des acteurs du monde urbain populaire, ces États Généraux doivent être l'occasion de déclencher une alerte absolue.

Et de retrouver espoir pour l'égalité et la fraternité que la République doit à tous ses enfants.